



VIGILANCE & ACTION

"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir".
"Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction".

N° 237 Février 2009

Bulletin de liaison bimestriel du MIL

<http://www.lemil.org>

PRESENCE MILITAIRE DE LA FRANCE : L'EXEMPLE DE L'AFGHANISTAN

par **Damien MESLOT**,

député du Territoire de Belfort, membre de la Commission de la Défense Nationale
et des Forces Armées de l'Assemblée Nationale

Intervention lors de la XIX^{ème} convention nationale du MIL - février 2009

Je suis très content d'être parmi mes amis du MIL. Je suis moi-même adhérent du MIL et je continue chaque année avec beaucoup de plaisir à renouveler ma cotisation. On m'a demandé de vous parler de la présence militaire de la France en particulier avec l'exemple de l'Afghanistan.

Il est 9h30, le 11 septembre 2001 lorsque quatre avions de ligne s'écrasent sur l'Amérique dont deux dans les tours jumelles du World Trade Center. Le bilan est lourd : 3.267 victimes sont retrouvées dans les décombres du Pentagone, des tours jumelles et d'un champ en Pennsylvanie. Ce jour-là, le monde découvrait avec effroi le terrorisme de masse, un défi sanglant et morbide était lancé au monde libre.

Les responsables de ce carnage sont identifiés en Afghanistan avec le soutien du régime obscurantiste des talibans. Le monde découvre alors un pays pauvre, peu développé, tenu par une armée de talibans aux méthodes barbares. L'Afghanistan est une dictature médiévale et une base arrière du terrorisme international.

Al Quaïda y a implanté ses camps d'entraînement. Des extrémistes, illuminés par une vision manipulée de l'islam, y trouvent accueil et soutien. La population est soumise au joug de fer des talibans : abolition des droits les plus fondamentaux, oppression des femmes, intolérance érigée en doctrine de gouvernement, interdiction de la musique, du théâtre, de la télévision ; destruction des bouddhas de Bamyân ; lapidation publique des condamnés, etc. etc..

L'Afghanistan d'avant 2001, c'était 15 millions de femmes sans visage, interdites d'école et privées de soins, c'était 30 millions d'Afghans soumis à un régime de haine et de fanatisme. Dès lors, les nations occidentales se devaient de répondre au défi lancé par ces terroristes.

Dès l'automne 2001, six résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU sont venues préciser le cadre dans lequel devait s'exercer la réponse de la communauté internationale à ces attaques terroristes. La résolution 1368, notamment, ouvrait le droit à la légitime défense, la 1373 appelait à la collaboration de tous les Etats contre le terrorisme, la 1378 définissait le cadre dans lequel devait s'inscrire l'avenir démocratique de l'Afghanistan et enfin la 1386 créait la Force internationale d'assistance et de sécurité, dont le mandat a été renouvelé chaque année et étendu progressivement à l'ensemble de l'Afghanistan.

Le 7 octobre 2001, les Etats-Unis engageaient des opérations militaires, épaulés, notamment, par la France qui avait ouvert son espace aérien et noué une coopération navale et offert son appui en matière de renseignements.

Le 3 octobre 2001, Jacques Chirac, Président de la République et Lionel Jospin, alors Premier ministre, décidaient l'engagement militaire de la France en Afghanistan.

Depuis, cette participation n'a cessé d'évoluer en fonction des besoins et des circonstances.

Ainsi, depuis 2001, l'armée française est présente en Afghanistan.

Avec plus de 2.300 hommes, dont 1.700 dans la force internationale, sur près de 61.000, l'engagement militaire de la France la situe au 7^{ème} rang des quarante nations contributrices de troupes. Notre pays, il faut le savoir, se situe entre la Pologne et les Pays-Bas, loin derrière la Grande-Bretagne avec 8.600 hommes, l'Allemagne avec 3.500 hommes, l'Italie avec 2.400 soldats et les Pays-Bas avec 2.000 hommes. Sur le terrain, nos soldats remplissent des missions de sécurisation ainsi que des missions d'encadrement des troupes afghanes en opérations. Ils sont aussi engagés dans des missions de combat : six Rafale et Mirage 2000 participent au dispositif allié de protection des troupes. Ces avions sont appuyés depuis le Kirghizistan et le Tadjikistan par des moyens de transport et de ravitaillement en vol. Enfin, une force navale opère depuis l'Océan indien dans le cadre de l'opération «Liberté immuable».

Les objectifs assignés à nos troupes sont clairement de vaincre l'insurrection des talibans et des djihadistes. Mais il s'agit aussi, sur un plan politique, de restaurer l'Etat de droit et les libertés publiques dans un pays qui a connu avec le régime taliban une régression archaïque et qui a contribué à l'essor du terrorisme international et de l'extrémisme religieux.

Les enjeux de cette présence militaire pour l'Europe, comme pour les Etats-Unis, sont considérables. Nous l'avons dit, le but principal demeure la lutte contre le terrorisme. Il s'agit clairement, de prévenir le retour des talibans, qui soutiennent Al-Qaïda et qui ont ouvert la voie aux attentats du 11

septembre 2001. Il est impératif, par conséquent, d'empêcher le retour à Kaboul d'un nouveau pouvoir taliban. Il s'agit aussi, pour l'Europe, comme pour les Etats-Unis, d'unir leur force et de manifester une véritable solidarité transatlantique. Ni les Américains, ni les Européens ne pourront gagner seuls ce combat qui les concerne au premier chef. L'OTAN reste à nos yeux l'organisation militaire la mieux adaptée à la résolution de ce type de conflit.

Enfin, un retour à l'ordre taliban en Afghanistan contribuerait également à déstabiliser le Pakistan nucléaire voisin, fragilisé par les extrémistes islamistes, et la région afghano-pakistanaise dans son ensemble.

Tels sont les enjeux. La situation afghane ne se prête ni aux postures, ni aux caricatures. Et à cet égard, on ne peut que regretter l'inconsistance des socialistes et de la gauche française qui, après avoir engagé sous Lionel Jospin avec Jacques Chirac les troupes françaises en Afghanistan, voudraient aujourd'hui leur refuser les moyens de se battre avec efficacité contre les terroristes. Car vous savez, nous ne devons pas être dupes, si nous ne faisons pas la guerre en Afghanistan, demain les terroristes porteront la guerre dans tous les pays occidentaux. Nous avons déjà vu avec les attentats qui ont eu lieu à Londres, à Madrid, à Bali, que les terroristes sont prêts à frapper tout le monde y compris ceux qui n'engagent pas de troupes sur le terrain.

Depuis 2001, les forces armées présentes en Afghanistan ont perdu près d'un millier d'hommes et vingt-quatre militaires français ont trouvé la mort dont 10 le 18 août 2008, dans la vallée d'Uzbeen. Voilà la réalité de la guerre que mènent nos troupes contre les terroristes. Certains avaient oublié que la guerre entraînait des sacrifices, on ne peut pas faire une guerre uniquement virtuelle et malheureusement nous devons nous attendre à d'autres pertes sur le terrain.

La situation exige un discours de vérité. La stratégie de la France est celle de l'afghanisation. C'est-à-dire que nous voulons faire monter en puissance l'armée afghane pour que petit à petit l'armée afghane puisse remplacer les troupes occidentales sur le terrain. L'armée afghane compte actuellement environ 60.000 hommes. Plus de 300 de nos soldats participent à sa formation. Notre objectif est de former et d'équiper à terme une armée

afghane de 130.000 hommes. L'armée nationale afghane est dès à présent impliquée dans 80 % des opérations conduites en zone centre, et elle assure la planification et la conduite de la moitié d'entre elles. Le transfert de la responsabilité de Kaboul aux autorités militaires afghanes est en cours depuis le 28 août dernier, et celui de la région centre est prévu pour le mois d'avril 2009.

Sept ans après la défaite des talibans et de leurs alliés terroristes, chacun est en droit de se poser des questions sur la stratégie militaire, sur les résultats de l'aide civile, sur les capacités du Gouvernement afghan à s'imposer, sur la capacité au combat des rebelles, sur l'état de la société afghane.

Depuis deux ans, la situation s'est tendue sur le terrain, notamment dans l'est et le sud de l'Afghanistan. C'est sur la base de ce constat que la France a insisté pour rénover la stratégie de la coalition et a décidé, au printemps dernier, d'augmenter le nombre de ses hommes. L'Allemagne a porté ses effectifs à 4.500 hommes. Les talibans et les insurgés accentuent leur pression. Leur organisation et leurs méthodes se sont sophistiquées. Ils misent sur notre lassitude et aussi sur nos doutes, basés sur une manipulation de l'opinion occidentale via les médias.

D'ailleurs, chacun de nous garde en mémoire la mise en scène macabre de l'hebdomadaire Paris-Match où des talibans brandissent les effets personnels d'un de nos soldats morts. Ce document que je considère comme odieux publié par ce grand hebdomadaire n'aurait jamais dû être publié. Nous sommes dans un pays où la presse a une liberté totale mais je pense quand même que certaines considérations morales devraient être supérieures aux considérations mercantiles. Car la publication de ce document n'a représenté en rien une information du public français. Elle a simplement fait le jeu des talibans et a répondu précisément à leur volonté de manipuler l'opinion publique par l'image. Un grand hebdomadaire comme Paris-Match ne devrait pas faire le jeu des ennemis de la France. Il ne faut pas devenir les complices de terroristes. Il faut aussi que les médias cessent cette course à l'information sensationnelle car c'est la vie de centaines de nos hommes qui peut être mise en jeu.

La stratégie de la France est celle de la reconstruction rapide de l'Afghanistan pour permettre aux populations de vivre

normalement au quotidien. Pour y parvenir, les efforts doivent porter sur la restauration d'une totale sécurité du pays. Nous pouvons constater aujourd'hui que les efforts consentis commencent à porter leurs fruits.

Aujourd'hui, grâce à la présence active des forces de l'OTAN et des forces de sécurité afghanes, une grande partie du pays est stabilisée. Bien que le nombre d'incidents soient en hausse, situation essentiellement liée à l'accroissement des opérations des forces de l'OTAN et des forces de sécurité afghanes dans des zones qui jusqu'ici étaient laissées complètement sous le contrôle des talibans. A cet égard, il convient de noter qu'en 2007 : 70 % des incidents sécuritaires étaient confinés à 10 % des 398 districts du pays représentant 6 % de la population. Ces progrès sont le résultat direct du soutien que la France apporte à la montée progressive en puissance des forces de sécurité afghanes qui obtiennent aujourd'hui des résultats impressionnants sur le terrain. Le développement actif de la Police afghane est également en cours, déjà forte de 75.000 personnels, cette dernière devrait progressivement permettre aux autorités afghanes d'acquérir l'expertise et l'autorité nécessaire en matière de lutte contre le terrorisme, le narcotrafic et le contrôle des frontières. Les progrès enregistrés sur le plan sécuritaire ont ainsi permis d'obtenir, en bientôt cinq ans, des avancées significatives dans l'amélioration des conditions de vie de la population afghane.

Dans l'éducation notamment, où le nombre d'enfants scolarisés est passé de 900.000 à 6,4 millions, incluant 1,5 million de filles. A Kaboul même, il existe désormais cinq universités, comprenant 14 facultés et 10.000 étudiants. Sur les infrastructures, 4.000 kilomètres de routes ont été construits alors qu'il n'en existait que 50 kilomètres. Ce sont enfin 440 canaux d'irrigation qui ont pu être réalisés ces cinq dernières années. Enfin, en matière de santé, depuis 2002, 16 millions de vaccinations ont pu être prodiguées contre les maladies infantiles, contribuant ainsi à une baisse de 26 % de la mortalité infantile. Aujourd'hui, 80 % de la population afghane a accès aux soins à travers tout le pays. Elle n'était que 8 % à l'époque du régime des talibans.

Ainsi, en l'espace de cinq années, la croissance du PNB afghan s'est fortement accélérée. Elle était de 6,1 % en 2006/2007 et devrait atteindre 13 % en 2007/2008.

Tous les domaines dans lesquels les résultats ont été insuffisants ont été identifiés: la réforme de la police, la lutte contre la corruption, l'agriculture, dont dépendent 80 % de la population et qui a été jusqu'à présent trop négligée, alors que la crise alimentaire menace.

De son côté, le Gouvernement du Président Karzaï a présenté une stratégie nationale de développement. Elle signe la volonté des Afghans de tracer leur avenir, mais elle est aussi la contrepartie de l'engagement de la communauté internationale. Le principal objectif de la communauté afghane est d'intensifier les efforts en matière de droits de l'Homme, des réformes, de la lutte contre la corruption et de la drogue. Des engagements très fermes ont été pris dans ce sens lors de la Conférence de Paris. La France prend toute sa part dans cet effort. Des actions importantes ont été lancées par notre pays contre le trafic des précurseurs chimiques, utilisés pour la transformation de l'opium en héroïne, et c'est à notre initiative que le Conseil de Sécurité des Nations Unies a adopté, en juillet 2008, la résolution 1817, qui demande à tous les Etats concernés, à commencer par l'Afghanistan et ses voisins, de renforcer le contrôle des précurseurs. La stratégie de la France, c'est aussi celle de la démocratie et de la réconciliation de l'Afghanistan.

La démocratie est une arme contre le terrorisme et la servitude. Le peuple afghan doit devenir le seul acteur de son avenir. A l'automne 2009 se tiendront l'élection présidentielle et l'élection des conseils provinciaux. Ce sont justement ces rendez-vous que la France accompagnera et protégera pour qu'ils aillent jusqu'à leur terme.

Enfin, pour la France, il s'agit de réfléchir à la nature même de l'insurrection à laquelle elle est confrontée. L'adversaire ne constitue pas un bloc unifié. Il faut explorer la manière de séparer les djihadistes internationaux de ceux qui inscrivent davantage leur action dans des logiques nationales ou tribales. Sécurisation, afghanisation, reconstruction, démocratisation et réconciliation : c'est précisément cette approche globale qui est au cœur de notre stratégie et de la Conférence de Paris. Cette approche globale réclame une grande

maîtrise dans les opérations militaires. Les armées de la coalition doivent impérativement veiller à faire un usage proportionné de la force. Nos soldats ne peuvent parvenir à nouer une relation de confiance avec une population qui continuerait à être meurtrie par des actions offensives insuffisamment ciblées. Les soldats français sont particulièrement sensibilisés à cet impératif et leurs résultats sont extrêmement efficaces.

Concernant l'engagement de nos propres soldats, la France exerce un contrôle national permanent, strict, sur l'action de notre contingent. Nos pilotes ont pour instruction de ne tirer que sur des cibles identifiées à 100 %. Cette exigence incombe à l'ensemble de nos alliés. Cette maîtrise des opérations suppose une maîtrise totale des opérations et risque d'entraîner par ailleurs des pertes supérieures dans le contingent français par rapport à d'autres contingents. Mais cette maîtrise des opérations suppose surtout une vision géopolitique car la situation sur place ne pourra pas être stabilisée si nous ne sommes pas capables d'agir en lien avec les pays voisins, en particulier le Pakistan dont une partie des dirigeants soutient les talibans. Il est évident que les talibans profitent de la porosité de la frontière entre les deux pays. C'est ainsi que de nombreux attentats terroristes ont été perpétrés à Islamabad, la capitale du Pakistan. C'est pour cette raison que la France incite le Pakistan à faire davantage pour contrôler les zones tribales frontalières.

En décrivant la situation afghane, vous comprenez mieux la nécessité de notre présence sur le terrain. De l'avenir de ce pays dépend l'avenir du monde. Laisser ce pays en friche économique et sociale revient à le livrer au terrorisme, qui prend appui dans ces régions de grande pauvreté et de déserts montagneux. Abandonner ce pays dont l'activité économique repose en majorité sur la culture de la drogue revient à soutenir une économie souterraine et mafieuse qui alimente sans cesse les caisses des talibans.

Alors, en France, le 22 septembre, lors du débat sur la situation en Afghanistan à l'Assemblée nationale, ou lorsque nous avons appris le 18 août 2008 la mort de 10 soldats français tombés dans une embuscade près de Kaboul, j'ai entendu des

doutes, des interrogations sur notre présence armée là-bas. Des voix de gauche s'étaient même élevées pour que nous nous retirions de l'Afghanistan des soldats qu'ils avaient eux-mêmes envoyés. Ceux qui suggéraient cela étaient souvent les mêmes qui il y a dix ans, s'indignaient de la passivité de la Communauté internationale face à la barbarie des talibans, face au sort effrayant réservé aux femmes.

Certains socialistes ont décidément la mémoire courte.

Personne n'est à l'abri du terrorisme qui a frappé Djerba, New-York, Bali, Casablanca, Londres, Amman, Alger ou Islamabad. Si nous n'intervenons pas aujourd'hui en Afghanistan, demain les terroristes porteront la guerre sur notre sol à Paris, Lyon ou Marseille.

C'est pourquoi, nous mesurons pleinement notre responsabilité à l'Assemblée nationale quand par notre vote nous renouvelons la présence française de nos soldats en Afghanistan, comme sur l'ensemble des théâtres extérieurs. Douze mille cinq cent militaires français sont engagés dans le monde. La France répond ainsi à ses devoirs de membre permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies et aux exigences de ses intérêts et de ses alliances dans le monde. Notre sécurité ne se joue pas exclusivement sur notre sol. L'interdépendance des menaces et des enjeux nous contraint à agir partout dans le monde où cela est nécessaire. Mais cela nous impose aussi un devoir d'information et d'explication plus fort avec nos concitoyens afin que le lien avec la Nation ne se distende pas. Nos 12.500 soldats engagés partout dans le monde pour porter haut et fort les couleurs de la France sont notre fierté.

Je pense que nous n'avons pas toujours su faire savoir avec assez d'efficacité tout le dévouement dont ils font preuve. C'est pourquoi nous comptons sur vous, chers amis du MIL, pour porter la bonne parole et soutenir notre armée comme vous avez si bien su le faire dans un numéro récent de votre journal. Nous comptons sur vous pour soutenir nos soldats en Afghanistan et partout ailleurs dans le monde et vous pouvez compter sur les députés de la majorité pour donner les moyens à la France de combattre efficacement les terroristes partout où cela est nécessaire.



Dans les épreuves que traversent actuellement nos troupes combattant en Afghanistan, le Mouvement Initiative et Liberté (MIL) tient à affirmer le soutien plein et entier qu'il apporte à l'armée française. Il exprime son émotion et son respect pour le courage et l'abnégation dont ont fait preuve nos soldats qui ont fait le sacrifice de leur vie. Il partage l'affliction des familles qui ont reçu avec une parfaite dignité cette terrible épreuve.

A cette occasion, le Mouvement Initiative et Liberté (MIL) rappelle quelques vérités simples et fortes que certains ont tendance à oublier.

LA GUERRE, UNE RÉALITÉ D'AUJOURD'HUI

Contrairement à ce qu'affirmaient certains esprits utopistes, la guerre n'est pas un phénomène historique qui appartiendrait à un passé révolu. Elle n'est pas non plus une opération humanitaire. Elle peut éclater à tout moment, en tout lieu et pour des motifs très divers. Et elle tue.

POUR UNE DÉFENSE DIGNE DE LA FRANCE

Il en résulte qu'un pays comme la France, s'il veut tenir son rang et ne pas déroger à son honneur, doit faire les efforts nécessaires pour se doter d'une défense forte. Ceux qui font campagne en sens inverse se rendent coupables d'un grave préjudice porté à la nation tout entière.

LA NATION SOUTIENT SES SOLDATS

Tous les Français dignes de ce nom doivent se sentir solidaires, par l'esprit et par le cœur, de nos soldats qui risquent leur vie, quel que soit le terrain de leur engagement. Ils sont nos fils et nos frères, et nous devons les célébrer et les pleurer comme des membres de la grande famille française.

LE MIL SOUTIENT L'ARMÉE FRANÇAISE

A cet égard, le Mouvement Initiative et Liberté (MIL) exprime son dégoût pour le reportage paru dans Paris Match après la mort de dix des nôtres. Cette tribune de propagande offerte à ceux qui les ont tués montre que certains journalistes, sous le prétexte commode et hypocrite du droit à l'information, mais en réalité pour pouvoir se glorifier d'un scoop, même ignoble, n'hésitent pas à piétiner toute considération de dignité, de compassion et d'attachement à la patrie. Ils se situent ainsi d'eux-mêmes en dehors de cette réalité de vie et de sentiment qu'est la communauté nationale.

Afin d'alerter les Français sur cette situation, le Mouvement Initiative et Liberté (MIL) lance une grande campagne nationale de soutien à l'armée française.

LE MOUVEMENT INITIATIVE ET LIBERTÉ (MIL) SOUTIENT L'ARMÉE FRANÇAISE ET VOUS ? SI VOUS AUSSI VOUS ÊTES D'ACCORD AVEC NOUS RENVOYEZ-NOUS L'ENCADRÉ CI-DESSOUS

**OUI, MOI AUSSI, JE SUIS D'ACCORD AVEC LE MIL !
JE SOUTIENS L'ARMÉE FRANÇAISE**



Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Profession / âge / responsabilités éventuelles : _____

Courriel (internet) : _____

JE SOUTIENS L'ARMÉE FRANÇAISE ET LA CAMPAGNE DU MIL.

Je désire soutenir financièrement la campagne du MIL et verse :
 30 € / 50 € / 80 € / 120 € ou plus

Je souhaite recevoir une documentation sur le MIL (www.lemil.org).

Je déclare adhérer au MIL :
 membre : 50 € / membre donateur : 100 €
 membre bienfaiteur : à partir de 200 €

Je désire m'abonner à «Vigilance et Action» : soutien : à partir de 200 €
 simple 50 €

Date : _____ Signature : _____

A RENVoyer AU M.I.L. BP N°84, 92303 Levallois-Perret Cedex

Conformément à l'article 27 de la Loi n°78-17 du 6/1/78 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les réponses aux différentes rubriques de ce bulletin sont facultatives. Les informations qu'elle contient sont à usage strictement interne et ne peuvent être communiquées qu'à des responsables désignés par le Bureau National. Vous disposez d'un droit d'accès et de rectification sur justification de votre identité.

VIGILANCE & ACTION est édité par le M.I.L. - Directeur de la publication : R. BÉTEILLE (Imprimerie spéciale - Dépôt légal à parution)

MIL : LA DROITE CIVIQUE, GAULLISTE ET PATRIOTE